

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur Duroselle
16 000 ANGOULÊME

Angoulême, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M16 AUTOS

246 route de Vars
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2024_1757_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003105192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement M16 AUTOS implanté 1bis chemin du viaduc 16410 Dirac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Du 7 au 11 octobre 2024, une opération « territoires propres » de grande ampleur a été déclenchée simultanément sur les douze départements de la région Nouvelle-Aquitaine. Cette opération avait pour objectif de détecter et sanctionner les entreprises et les particuliers qui ne respectent pas la législation liée à l'abandon ou au dépôt illégal de déchets.

Le 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a été sollicité par la brigade de gendarmerie d'Angoulême pour participer, conjointement avec différents services de l'État, à une visite de parcelles situées sur la commune de Dirac et utilisées par le garage M16 AUTO implanté à Gond-Pontouvre pour du stockage de véhicules.

Lors de cette visite, l'exploitant n'étant pas présent, l'inspection des installations classées n'a pu que constater et effectuer un relevé de la situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M16 AUTOS
- 1bis chemin du viaduc 16410 Dirac
- Code AIOT : 0003105192
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les terrains situés au 1bis chemin du viaduc 16 410 Dirac appartiennent à M. Carlos DIAS REIS et sont utilisés par son fils Matthieu DIAS REIS. Ces parcelles sont utilisées par le garage M16 AUTO, implanté au 246 route de Vars 16 160 Gond-Pontouvre, dont le gérant est M. Matthieu DIAS REIS. Ce garage n'est pas enregistré en qualité de centre de véhicules hors d'usage (VHU) et n'a pas d'agrément VHU. Le site est implanté dans la vallée du cours d'eau de l'Anguienne, commune de Dirac. Ce sont d'anciennes parcelles maraîchères situées en périphérie d'une zone Natura 2000.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Demande d'action corrective	2 mois
2	Déchets	Code de l'environnement, article L. 541-2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation sur le site de Dirac, qui correspond à celle d'un centre de stockage de véhicules, n'est pas enregistrée et ne dispose pas d'agrément. Des véhicules présents sont partiellement démontés. En l'absence de l'exploitant lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pu déterminer le nombre de véhicules pouvant être potentiellement considérés comme des véhicules hors d'usage (VHU).

L'installation présente des écarts par rapport à la réglementation, liés principalement aux VHU eux-mêmes, aux conditions de stockage générateurs de pollutions potentielles du milieu naturel et des eaux.

L'exploitant est invité à formuler ses éventuelles remarques sous 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012	
Thème(s) : Situation administrative, VHU illégaux	
Prescription contrôlée :	
<i>Article 1 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012</i> « Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage). [...] »	
<i>Rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i> « Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	
1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	(E)
[...] »	

Constats :

Des véhicules (voir planches photographiques en annexe) partiellement démontés, et/ou corrodés, et/ou dépossédés de leurs roues, et/ou entourés de végétation, ont été observés dispersés sur le terrain qu'ils occupent. Parmi ces véhicules figurent des exemplaires caractéristiques de véhicules hors d'usage.

Les véhicules sont entreposés à même un sol non étanche, sans toutefois être empilés les uns sur les autres. Ces véhicules sont plus d'une vingtaine, ce qui représente une surface au sol > 100 m².

Le stockage prolongé de véhicules sur un même emplacement provoque une altération de la végétation au sol – manque de végétation ou jaunissement de celle-ci. Or, aucune marque d'altération d'emplacements n'a été observé. Ceci atteste de l'absence de déplacement de véhicules de leur zone de parage.

Compte tenu du nombre de véhicules susceptibles d'être considérés comme véhicules hors d'usage, l'activité observée relève du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relative à une activité d'entreposage de VHU, le seuil de ce régime étant de 100 m². De plus, à ce jour, tout exploitant d'une installation de stockage de véhicules hors d'usage doit être agréé à cet effet.

Il est à noter que, bien que le terrain de stockage des véhicules soit en partie clôturé, son entrée principale est laissée libre pour permettre aux maraîchers d'accéder à leurs parcelles en culture. Il est à noter également, dans l'enceinte même de l'aire de stockage des véhicules, la présence d'animaux (moutons et chèvres).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous deux mois, que l'ensemble des véhicules présents sur le terrain suscités ne sont, ni techniquement ni administrativement, des VHU.

À défaut de pouvoir le démontrer, l'inspection considérera que les véhicules sont des VHU. L'exploitant devra alors régulariser la situation administrative de son site.

En l'absence de réponse et de justificatifs, l'exploitant s'expose à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets

Prescription contrôlée :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

[...] »

Constats :

Lors de la visite dudit site, il a été constaté sur les parcelles de stockage des véhicules, diverses zones comportant des déchets (voir planches photographiques en annexe), telle que :

- deux groupes frigorifiques démantelés,
- des pneus usagés,
- des pièces plastiques et métalliques provenant de véhicules,
- de la ferraille,
- des gravas,
- des bidons en métal ou plastique ayant ou contenant des produits non identifiés pouvant

<p>être dangereux</p> <ul style="list-style-type: none"> des équipements électroniques (postes radios) provenant de véhicules découverts au sein d'un brasier.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer tous les déchets énumérés ci-dessus sous un délai de deux mois et d'en informer l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Annexe – Planches photographiques



